



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES

D'AFRIQUE AUSTRALE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PRETORIA

Semaine 19 – 7 au 13 mai 2021

Au programme cette semaine :

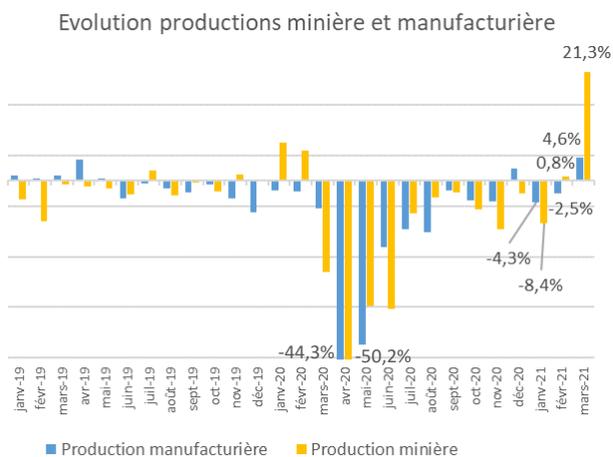
- **Afrique du Sud** : Hausse record de la production manufacturière et minière en mars
- **Angola** : Première réunion stratégique de la structure de défaisance Recredit
- **Botswana** : Réunion du comité de stabilité financière de la Banque centrale
- **Eswatini** : La Banque Mondiale approuve un financement de 5 MUSD
- **Mozambique** : Le déficit courant se creuse fortement en 2020
- **Namibie** : La distribution d'électricité en net recul au mois de mars
- **Zambie** : Avancée des négociations avec le FMI
- **Zimbabwe** : Annonce de nouvelles mesures pour soutenir les exportations

Zoom sur... le marché de l'emploi au Mozambique

Un rapport de la Banque Mondiale met en avant les fragilités du marché du travail mozambicain. Ce dernier commence ainsi à présenter les problèmes habituels des économies rentières qui ont massivement investi dans des « mégas-projets » dans les industries extractives, à la forte intensité capitaliste mais peu générateurs d'emplois localement. Ainsi, au Mozambique, la majorité de la force de travail est aujourd'hui composée de travailleurs indépendants, principalement dans l'économie informelle et notamment dans l'agriculture (71% des emplois pour 25% du PIB en 2014). Le revenu de ces populations ne leur permet pas de sortir de la pauvreté (taux de pauvreté de 63,7% en 2020 – au seuil de 1,9 USD par jour), limitant à son tour la croissance. La transition vers des emplois qualifiés à forte productivité est aussi entravée. Compte tenu de la croissance démographique particulièrement élevée (+2,9% par an en 2019), la Banque Mondiale recommande une stratégie de développement basée sur l'accès à l'emploi formel et sur l'intégration du secteur informel, avec notamment un réinvestissement ciblé des revenus de la rente gazière dans des secteurs à forte productivité, intensif en travail et donc créateurs d'emplois comme les services, l'agriculture ou l'industrie. L'accès au capital et le développement d'un secteur privé sont aussi deux enjeux centraux pour le développement d'un marché de l'emploi salarié.

Afrique du Sud

Hausse record de la production manufacturière et minière en mars (StatsSA)



Sources : StatsSA (2021)

Selon StatsSA, la production manufacturière a progressé de 4,6% au mois de mars, comparativement à la même période l'année précédente, après s'être contractée de 2,5% au mois de janvier. Il s'agit de la première augmentation depuis mai 2019 (à l'exception du mois de décembre 2020 : +2,4%) et de la plus marquée depuis juin 2016 (+4,7%). Ce mouvement s'explique avant tout par un effet de base, alors que les conséquences de la crise du Covid-19 avaient commencé à se matérialiser dès mars l'an passé. Les secteurs qui ont le plus progressé sont les industries agroalimentaires (+4,8% soit une contribution positive de 2,8 points) et automobile (+31,8% soit +1 point). A l'inverse, la production du secteur « pétrole, produit chimiques et plastiques » a elle fortement diminué (-7,1% soit une contribution négative de 1,6 point). Pour des raisons identiques, la production minière a également enregistré une augmentation record de +21,3% après +0,8% au mois de février. Il s'agit de la première augmentation depuis février 2020. Les métaux qui ont le plus participé à cette progression sont ceux du groupe platine (+21,5% soit une contribution positive de 4,3 points) et les

minerais de fer (+17% soit +1,7 point). A noter que ces bonnes performances ont largement dépassé les attentes des analystes. Outre l'effet de base, elles s'expliquent par i) la bonne orientation des exportations, en lien avec l'augmentation de la demande globale ii) le renforcement plus marqué qu'attendu de la demande interne iii) la tendance à la hausse des cours des matières premières, qui incite les compagnies à produire davantage. A noter que, comme cela s'était déjà produit en 2020, l'agence Moody's a décidé de ne pas se prononcer sur la notation souveraine du pays, comme son calendrier le prévoyait pourtant le 8 mai. L'agence n'a donc pas publié le rapport qui accompagne habituellement les révisions de notation – pour rappel l'agence a dégradé la notation souveraine du pays à Ba2 en novembre 2020 (soit 2 crans en deçà de la catégorie « investissement »).

Angola

Première réunion stratégique de la structure de défaisance Recredit

La structure de défaisance Recredit, créée par l'Etat angolais en 2017 afin d'assainir et de restructurer la plus grande banque publique du pays, la Banque d'épargne et de crédit (BPC), a tenu le 5 mai dernier la première réunion de son comité de stratégie et de suivi. La structure a entre autres pour mission de recouvrer 80 % du portefeuille des créances douteuses de la BPC, soit un montant total de 1 183 Mds AOA (environ 1,5 Md EUR). Depuis qu'elle est active, la structure a recouvré moins de 1% de son objectif. Le mandat de Recredit s'étend jusqu'en 2029.

Botswana

Réunion du comité de stabilité financière de la Banque centrale (Bank of Botswana)

Le comité de stabilité financière de la Banque centrale (Bank of Botswana – BoB), qui s'est réuni le 10 mai, a identifié plusieurs fragilités structurelles pour le secteur bancaire, en

particulier la forte dépendance au secteur public, le manque de diversification et la dépendance des banques vis-vis du financement d'institutions financières non bancaires. Le comité a toutefois rappelé que le secteur financier avait fait preuve de résilience dans le contexte de la crise. Il demeure solide financièrement (ratios prudentiels supérieurs aux minimum requis) et profitable. Par ailleurs, le maintien d'une politique monétaire accommodante (le taux directeur a diminué de 1 point en 2020, pour atteindre 3,75 %) et la reprise globale appuyée par le plan de relance du gouvernement (*Economic and Recovery Transformation Plan*) devraient permettre un rebond significatif de l'économie en 2021 (+8,8% selon la BoB, +7,5% selon le FMI).

🇸🇼 Eswatini

La Banque Mondiale approuve un financement de 5 MUSD

Le 16 avril, le conseil d'administration de la Banque Mondiale a approuvé un financement de 5 MUSD en faveur de l'Eswatini, pour soutenir la campagne de vaccination contre la Covid-19 dans le royaume. Sur les 5 MUSD, 3 MUSD proviendront du *Health Emergency Preparedness and Response Trust Fund* (HEPRTF) – un fonds fiduciaire multi-bailleurs mis en place en avril 2020 visant à aider les pays en développement à faire face à des situations sanitaires d'urgence. A noter que la campagne de vaccination dans le pays a débuté en mars 2021 (Astra Zeneca, via COVAX). A ce jour 3% de la population a été vacciné, soit le taux le plus élevé des pays de la sous-région.

🇲🇵 Mozambique

Le déficit courant se creuse fortement en 2020 (BoM)

En 2020, le déficit de la balance des transactions courantes s'est élevé à 3,8 Mds USD soit -27% du PIB, après un déficit de 3 Mds USD l'année précédente. Cette évolution s'explique avant tout par un creusement de la balance

commerciale, qui est passée d'un déficit de -2,1 Mds USD à -2,3 Mds USD. D'une part, on a observé un net recul des exportations (-23% par rapport à l'année précédente, notamment dans les secteurs minier et agricole) - baisse de la demande globale dans le contexte de la crise et baisse de la production agricole, touchée par plusieurs phénomènes climatiques extrêmes (cyclone Eloïse notamment). D'autre part, dans le même temps, les importations ont également reculé, mais dans une moindre mesure (-13%), compte tenu de la faiblesse de la demande intérieure. A noter par ailleurs que l'inflation sur un an a atteint 5,2% au mois d'avril, contre 5,8% le mois précédent – ralentissement qui s'explique notamment par l'appréciation du metical (+11,4% par rapport au dollar sur le mois d'avril), qui a réduit le coût des importations. Les denrées alimentaires demeurent de loin le premier poste contributeur à la hausse des prix (+11,2%).

🇳🇦 Namibie

La distribution d'électricité en net recul au mois de mars (*Namstats*)

Selon l'institut national de statistique, la consommation d'électricité a reculé de 16% au mois de mars, comparativement à la même période l'année précédente – témoignant de la baisse de l'activité économique qui se poursuit, un an après le déclenchement de la crise. Par ailleurs, toujours sur le mois de mars, la production domestique d'électricité a chuté de 75% en raison de la faible pluviométrie, alors qu'une grande partie de l'énergie générée localement provient de capacités hydroélectriques. Pour rappel, environ les trois-quarts de l'électricité consommée en Namibie viennent d'Afrique du Sud, via des contrats de long terme signés avec l'entreprise publique Eskom.

🇿🇲 Zambie

Avancée des négociations avec le FMI (*Ministry of Finance et FMI*)

D'après un communiqué du Ministère des Finances, les négociations avec le FMI, portant sur la conclusion d'un programme de financement (*Extended Credit Facility*), ont significativement progressé ces dernières semaines. Alors que les discussions ont débuté en novembre 2020, un accord aurait été trouvé sur l'agenda des réformes macro-économiques à mettre en œuvre et sur les objectifs budgétaires à atteindre pour assainir les finances publiques et les mener sur un chemin plus soutenable, avec le retour d'une croissance durable et inclusive. Alors que le pays est en situation de défaut de paiement sur une partie de sa dette externe, cette étape permettra d'avancer vers la restructuration de la dette publique du pays dans le cadre du *Common Framework* décidé par les pays du G20. Pour rappel, la dette publique zambienne atteignait fin 2020 le niveau de 117% du PIB. De son côté le FMI a souligné l'engagement affiché des autorités zambiennes dans la mise en place de ses réformes. Toutefois, comme cela est prévu par la constitution du pays, le parlement et le gouvernement ont démissionné cette semaine, avant la tenue des élections générales en août prochain. La conclusion du programme FMI ne devrait donc pas intervenir avant cette échéance.

Zimbabwe

Annnonce de nouvelles mesures pour soutenir les exportations (*Ministry of Finance*)

Le 10 mai, le ministère des Finances a annoncé un ensemble de mesures destinées à soutenir les exportateurs parmi lesquelles : i) une augmentation de 60% à 80% du taux de rétention de devises - **part des recettes en devises qu'une société exportatrice est autorisée à conserver**, le reste devant être rétrocédé à la Banque centrale pour alimenter le **système d'enchère** visant à faire face à la pénurie et ii) incitations fiscales pour les entreprises exportatrices sous la forme **d'une baisse du taux d'imposition sur les sociétés**. Ces mesures concernent aussi le secteur aurifère, qui constitue une source majeure de devises pour le pays, mais qui demeure largement sous-exploité et gangrené par la contrebande, **en raison de l'instauration d'un système centralisé d'achat de l'or à un prix bien inférieur aux cours mondiaux et d'une instabilité réglementaire décourageant les majors internationaux d'investir**.

Evolution des principales monnaies de la zone par rapport au dollar américain

	Taux de change	Evolution des taux de change (%)			
		Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	14,1 ZAR	1,1%	3,4%	30,7%	4,1%
Angola	648,5 AOA	0,0%	-3,9%	-15,6%	0,0%
Botswana	10,7 BWP	0,7%	1,4%	13,9%	0,4%
Mozambique	58,2 MZN	-1,4%	6,0%	17,3%	27,5%
Zambie	22,4 ZMW	-0,2%	-1,1%	-19,1%	-5,3%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie

Source : OANDA (2021)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international